



CIRDI

**Centre International
pour le Règlement des
Différends Relatifs
aux Investissements**

**Onzième
Rapport Annuel 1976 / 1977**



Table des matières

	<i>Page</i>
Lettre de transmission	2
Introduction	3
Signatures et ratifications	3
Désignation des membres devant figurer sur les listes de conciliateurs et d'arbitres et autres mesures prises par les Etats contractants en vertu de la Convention	3
Consentement par anticipation à la juridiction du Centre	4
Dixième session annuelle du Conseil administratif	4
Différends soumis au Centre	4
Finances	4
Publications	5

Annexes

1. Liste des Etats contractants et autres signataires de la Convention	6
2. Membres du Conseil administratif et principaux fonctionnaires du Centre	8
3. Listes de conciliateurs et d'arbitres	9
4. Dispositions relatives au CIRDI dans les accords internationaux et les lois nationales relatives aux investissements	20
Résolutions du Conseil administratif	31
6. Procédures d'arbitrage	32
7. Etats financiers	40
8. Bibliographie juridique relative au Centre	41
9. Publications du CIRDI	42

Centre International pour le Règlement des
Différends Relatifs aux Investissements

le 6 septembre 1977

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions de l'article 4(4) du Règlement administratif et financier, j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation du Conseil administratif le rapport annuel sur les activités du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, requis par l'article 6(1)(g) de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats. Ce onzième rapport annuel couvre l'exercice allant du 1er juillet 1976 au 30 juin 1977.

Le rapport comprend les états financiers du Centre dûment vérifiés, présentés en vertu de l'article 18 du Règlement administratif et financier.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.


A. Broches
Secrétaire Général

Monsieur Robert S. McNamara
Président
Conseil administratif
Centre International pour le Règlement des
Différends Relatifs aux Investissements

Introduction

Au cours de l'année écoulée, le recours aux procédures du Centre a suscité un intérêt croissant. Le Centre a pris note, entre autres choses, de nouveaux accords bilatéraux conclus par des Etats exportateurs de capitaux et des Etats importateurs de capitaux, et prévoyant le recours au Centre pour le règlement des différends susceptibles de surgir entre l'un de ces Etats et les ressortissants de l'autre Etat.

A la suite d'une proposition du Secrétaire Général à la 10e session annuelle, le Secrétariat a préparé un projet de proposition relative à l'administration par le Centre, à la demande des parties intéressées, de certaines procédures qui ne relèvent pas de sa compétence telle qu'elle est définie dans l'Article 25 de la Convention. Ce projet a été distribué aux membres du Conseil administratif pour observations, lesquelles commençaient à être reçues par le Centre à la fin de l'exercice financier.

Les procédures envisagées dans le projet du Secrétariat sont des procédures de conciliation et d'arbitrage qui ne satisfont pas à toutes les exigences de la Convention, par exemple celles qui ont trait à la nationalité, ainsi qu'une procédure consistant en une simple constatation des faits. Même administrées par le Centre, ces procédures ne seraient pas régies par la Convention, mais elles pourraient quand même être utiles. L'existence de dispositions institutionnelles ayant la forme de règlements et une autorité qui les administre pourrait favoriser l'engagement d'une procédure par des gouvernements et des entités étrangères. De même, le Centre, créé par une Convention dont l'objectif général est d'encourager la coopération internationale pour le développement économique, est la seule institution exclusivement chargée des pro-

cédures engagées entre de telles parties. Enfin, la création du Centre sous les auspices de la Banque Mondiale lui a conféré une autorité morale incontestée et lui a donné un mandat de stricte impartialité qu'il s'est toujours efforcé d'exécuter scrupuleusement.

Une proposition tenant compte des observations formulées par les Etats sera soumise pour examen au Conseil administratif à sa onzième session annuelle.

Signatures et ratifications

Au 1er juillet 1977, soixante-treize Etats avaient signé la Convention, Fidji étant le dernier en date. Soixante-sept Etats ont déposé leurs instruments de ratification et sont ainsi devenus Etats contractants. Un tableau des Etats contractants et autres signataires de la Convention figure à l'Annexe 1.¹

Désignation des membres devant figurer sur les listes de conciliateurs et d'arbitres et autres mesures prises par les Etats contractants en vertu de la Convention

Les conciliateurs et arbitres inscrits sur les listes sont désignés par les Etats contractants et par le président du Conseil administratif. Conformément à l'Article 13(1) de la Convention, les Etats contractants peuvent désigner pour figurer sur chaque liste quatre personnes qui ne sont pas nécessairement leurs ressortissants. Conformément à l'Article 13(2), le Président peut désigner dix personnes pour figurer sur chaque liste. Les personnes désignées par le Président doivent toutes être de nationalité différente. Actuellement, 146 conciliateurs et 146 arbitres sont inscrits sur les listes.²

Conformément à l'Article 54(2) de la

¹ Le tableau figure également dans le document CIRDI/3.
² Voir Annexe 3 et document CIRDI/10.

Convention, chaque Etat contractant doit communiquer au Secrétaire Général le tribunal national ou toute autre autorité compétente qu'il désigne, auquel doivent être communiquées les demandes de reconnaissance et d'exécution d'une sentence arbitrale. Les exigences relatives à l'exécution de sentences arbitrales rendues conformément à la Convention sont parmi les principales dispositions de cet instrument et, par conséquent, les Etats qui ne l'ont pas encore fait sont instamment invités à communiquer dès que possible au Centre lesdites désignations. Cinquante-un Etats ont procédé à ce jour à ces désignations.³

Consentement par anticipation à la juridiction du Centre

La compétence du Centre a été acceptée comme moyen de régler les différends dans un nombre toujours croissant de traités bilatéraux visant à protéger et à encourager les investissements étrangers, ainsi que dans la législation d'Etats hôtes relative aux investissements. On trouvera à l'Annexe 4⁴ une liste desdits traités et lois.

Pour aider les Etats et investisseurs à mettre au point les dispositions prévoyant le recours à la conciliation et à l'arbitrage dans le respect de toutes les exigences juridictionnelles énoncées dans la Convention, le Centre a rédigé une série de clauses modèles à utiliser dans les accords d'investissement internationaux.⁵ Les parties à un accord d'investissements souhaitant résoudre des questions techniques complexes par une procédure d'arbitrage accélérée, pourraient utiliser une clause modèle supplémentaire dont la rédaction est entreprise sur la proposition de l'un des Etats contractants.

Dixième session annuelle du Conseil administratif

Le Conseil administratif a tenu sa dixième session annuelle à Manille (Philippines) le 7 octobre 1976 conjointement avec l'Assemblée annuelle du Conseil des Gouverneurs de la Banque Mondiale. Au cours de cette session, le Conseil a approuvé le dixième rapport annuel sur les activités du Centre et le budget pour l'exercice 1977. Les résolutions correspondantes figurent dans l'Annexe 5.

Différends soumis au Centre

Au cours de l'année écoulée, deux procédures d'arbitrage auxquelles étaient parties des sociétés de bauxite et le Gouvernement jamaïcain (les affaires Alcoa et Kaiser), ont pris fin et une nouvelle affaire a été enregistrée, la première qui ait été soumise par un gouvernement contre une partie privée. Notamment, le Gouvernement gabonais a entamé une procédure d'arbitrage contre une société française, la Société SERETE.

Les renseignements succincts indiqués ci-après sur le déroulement de la procédure des six cas d'arbitrage soumis au Centre sont complétés par l'Annexe 6 qui contient des détails se rapportant aux exercices passés et au présent exercice.

(1) Holiday Inns/Occidental Petroleum c. Gouvernement du Maroc

En septembre 1976, l'arbitre désigné par les parties a démissionné et son successeur a été désigné en octobre. Aucun progrès n'avait encore été enregistré, que la procédure a été de nouveau suspendue en décembre 1976 en raison du décès subit et profondément regretté du Président du Tribunal, Sture Petren. Son successeur a accepté sa nomination en avril 1977 et le Tribunal, de nouveau complet, devait reprendre la procédure peu après la clôture du présent exercice.

³ Voir Document CIRDI/8.

⁴ Cette liste figure également dans le document CIRDI/9.

⁵ Document CIRDI/5, peut être obtenu sur simple demande auprès du Centre.

(2) Adriano Gardella SpA c. Gouvernement de la Côte d'Ivoire

Le Tribunal a siégé a plusieurs reprises au cours de l'exercice et a entendu des témoins et plaidoiries sur la question de la responsabilité; il a également délibéré. Il devait faire connaître sa décision en septembre 1977.

(3) Alcoa Minerals of Jamaica, Inc. c. Gouvernement de la Jamaïque

Le 27 février 1977, conformément à l'Article 43(1) du Règlement d'Arbitrage, le Tribunal arbitral a, par une ordonnance de procédure, pris note de la fin de l'instance à la requête conjointe des parties.

(4) Kaiser Bauxite Company c. Gouvernement de la Jamaïque

Le 27 février 1977 le Tribunal arbitral a rendu une ordonnance de procédure, conformément à l'Article 44 du Règlement d'Arbitrage, constatant qu'il est mis fin à l'instance à la requête du demandeur.

(5) Reynolds Jamaica Mines, Ltd. et Reynolds Metals Company c. Gouvernement de la Jamaïque

Le 11 février 1977 le Centre a reçu le mémoire sur le fond de Reynolds. Le 27 février 1977 le Tribunal arbitral a rendu une ordonnance de procédure fixant le 8 septembre 1977 comme délai pour le dépôt du contre-mémoire par le Gouvernement de la Jamaïque.

(6) Gouvernement du Gabon c. Société SERETE S.A.

Le 7 juin 1976 le Centre a reçu une demande d'arbitrage émanant du Gouvernement du Gabon. Le différend a été enregistré le 5 octobre 1976 et le Tribunal arbitral a été constitué le 28 février 1977. Aucune des parties n'a accompli un acte de la procédure.

Le Centre a été informé qu'un accord a été conclu entre les parties mais n'a pas

encore reçu une requête pour mettre fin à l'instance.

Publications

L'Annexe 8 contient un supplément à la bibliographie des études juridiques relatives à la Convention et au Centre présentée dans les rapports annuels précédents. Une bibliographie complète, indiquant des publications contenant les textes officiels de la Convention et des traductions non officielles, les Règlements d'introduction des instances, de conciliation et d'arbitrage ainsi que des livres, articles et rapports concernant la Convention et le Centre, peut être obtenue sur demande auprès du Centre.

L'Annexe 9 contient une liste de publications préparées par le Centre et pouvant être obtenues, pour la plupart, gratuitement.

Le Centre a préparé cette année deux nouveaux volumes des "Lois relatives aux investissements étrangers—Pays en voie de développement". Ont été publiées jusqu'à présent les lois de 43 pays: Afghanistan, Bénin, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo, Corée, Côte d'Ivoire, Egypte, Empire centrafricain, Gabon, Ghana, Grèce, Guyane, Haute-Volta, Indonésie, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Mauritanie, Maroc, Népal, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Sénégal, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Souaziland, Taïwan, Tchad, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Yougoslavie, Zaïre et Zambie.

Le recueil est publié et vendu par Oceana Publications, Inc. de Dobbs Ferry, New York. Il contient, classés par pays, la législation interne et les accords internationaux ayant trait aux investissements étrangers et reprend les textes de constitutions, lois, règlements et traités s'y rapportant. Il est périodiquement mis à jour et complété. Une brochure concernant la publication peut être obtenue sur demande auprès de l'éditeur ou du Centre.

Annexe 1

Liste des Etats contractants et autres signataires de la Convention

(au 30 juin 1977)

Les 73¹ Etats qui figurent sur la liste ci-dessous ont signé la Convention aux dates indiquées. Le nom des 67 Etats qui ont déposé leurs instruments de ratification est en majuscules, et les dates du dépôt ainsi que de l'accession au statut d'Etat contractant par l'entrée en vigueur de la Convention en ce qui concerne chacun d'eux sont également indiquées.

Etat	Signature	Dépôt des instruments de ratification	Entrée en vigueur de la Convention
AFGHANISTAN	30 sept. 1966	25 juin 1968	25 juil. 1968
ALLEMAGNE	27 jan. 1966	18 avr. 1969	18 mai 1969 ²
Australie	24 mars 1975		
AUTRICHE	17 mai 1966	25 mai 1971	24 juin. 1971
BELGIQUE	15 déc. 1965	27 août 1970	26 sept. 1970
BENIN, REPUBLIQUE POPULAIRE DU	10 sept. 1965	6 sept. 1966	14 oct. 1966
BOTSWANA	15 jan. 1970	15 jan. 1970	14 fév. 1970
BURUNDI	17 fév. 1967	5 nov. 1969	5 déc. 1969
CAMEROUN	23 sept. 1965	3 jan. 1967	2 fév. 1967
CHINE	13 jan. 1966	10 déc. 1968	9 jan. 1969
CHYPRE	9 mars 1966	25 nov. 1966	25 déc. 1966
CONGO, REPUBLIQUE POPULAIRE DU	27 déc. 1965	23 juin 1966	14 oct. 1966
COREE	18 avr. 1966	21 fév. 1967	23 mars 1967
COTE D'IVOIRE	30 juin 1965	16 fév. 1966	14 oct. 1966
DANEMARK	11 oct. 1965	24 avr. 1968	24 mai 1968 ³
EGYPTE, REPUBLIQUE ARABE D'	11 fév. 1972	3 mai 1972	2 juin 1972
EMPIRE CENTRAFRICAIN	26 août 1965	23 fév. 1966	14 oct. 1966
ETATS-UNIS D'AMERIQUE	27 août 1965	10 juin 1966	14 oct. 1966
Ethiopie	21 sept. 1965		
Fiji	1 ^{er} juil. 1977		
FINLANDE	14 juil. 1967	9 jan. 1969	8 fév. 1969
FRANCE	22 déc. 1965	21 août 1967	20 sept. 1967
GABON	21 sept. 1965	4 avr. 1966	14 oct. 1966
GAMBIE	1 ^{er} oct. 1974	27 déc. 1974	26 jan. 1975
GHANA	26 nov. 1965	13 juil. 1966	14 oct. 1966
GRECE	16 mars 1966	21 avr. 1969	21 mai 1969
GUINEE	27 août 1968	4 nov. 1968	4 déc. 1968
GUYANE	3 juil. 1969	11 juil. 1969	10 août 1969
HAUTE-VOLTA	16 sept. 1965	29 août 1966	14 oct. 1966
INDONESIE	16 fév. 1968	28 sept. 1968	28 oct. 1968
Irlande	30 août 1966		
ISLANDE	25 juil. 1966	25 juil. 1966	14 oct. 1966
ITALIE	18 nov. 1965	29 mars 1971	28 avr. 1971
JAMAIQUE	23 juin 1965	9 sept. 1966	14 oct. 1966
JAPON	23 sept. 1965	17 août 1967	16 sept. 1967
JORDANIE	14 juil. 1972	30 oct. 1972	29 nov. 1972
KENYA	24 mai 1966	3 jan. 1967	2 fév. 1967
LESOTHO	19 sept. 1968	8 juil. 1969	7 août 1969
LIBERIA	3 sept. 1965	16 juin. 1970	16 juil. 1970
LUXEMBOURG	28 sept. 1965	30 juil. 1970	29 août 1970

(à suivre)

¹ Comprend aussi le Fiji qui a signé la Convention après le 30 juin 1977.

² Lors du dépôt de son instrument de ratification, l'Allemagne a déclaré que la Convention s'applique également au Land Berlin.

³ Par notification reçue le 15 mai 1968 le Danemark a exclu les Iles Féroé; par notification reçue le 30 octobre 1968 le Danemark a étendu l'application de la Convention aux Iles Féroé à compter du 1er janvier 1969.

State	Signature	Deposit of Ratification	Entry into Force of Convention
MALAWI	Jun 9, 1966	Aug 23, 1966	Oct 14, 1966
MALAYSIA	Oct 22, 1965	Aug 8, 1966	Oct 14, 1966
Mali	Apr 9, 1976		
MAURITANIA	Jul 30, 1965	Jan 11, 1966	Oct 14, 1966
MAURITIUS	Jun 2, 1969	Jun 2, 1969	Jul 2, 1969 ⁴
MOROCCO	Oct 11, 1965	May 11, 1967	Jun 10, 1967
NEPAL	Sep 28, 1965	Jan 7, 1969	Feb 6, 1969
NETHERLANDS	May 25, 1966	Sep 14, 1966	Oct 14, 1966 ⁵
New Zealand	Sep 2, 1970		
NIGER	Aug 23, 1965	Nov 14, 1966	Dec 14, 1966
NIGERIA	Jul 13, 1965	Aug 23, 1965	Oct 14, 1966
NORWAY	Jun 24, 1966	Aug 16, 1967	Sep 15, 1967
PAKISTAN	Jul 6, 1965	Sep 15, 1966	Oct 15, 1966
ROMANIA	Sep 6, 1974	Sep 12, 1975	Oct 12, 1975
SENEGAL	Sep 26, 1966	Apr 21, 1967	May 21, 1967
SERRA LEONE	Sep 27, 1965	Aug 2, 1966	Oct 14, 1966
SINGAPORE	Feb 2, 1968	Oct 14, 1968	Nov 13, 1968
SOMALIA	Sep 27, 1965	Feb 29, 1968	Mar 30, 1968
SRI LANKA	Aug 30, 1967	Oct 12, 1967	Nov 11, 1967
SUDAN	Mar 15, 1967	Apr 9, 1973	May 9, 1973
SWAZILAND	Nov 3, 1970	Jun 14, 1971	Jul 14, 1971 ⁶
SWEDEN	Sep 25, 1965	Dec 29, 1966	Jan 28, 1967
SWITZERLAND	Sep 22, 1967	May 15, 1968	Jun 14, 1968
TOGO	Jan 24, 1966	Aug 11, 1967	Sep 10, 1967
TRINIDAD AND TOBAGO	Oct 5, 1966	Jan 3, 1967	Feb 2, 1967
TUNISIA	May 5, 1965	Jun 22, 1966	Oct 14, 1966
UGANDA	Jun 7, 1966	Jun 7, 1966	Oct 14, 1966
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND	May 26, 1965	Dec 19, 1966	Jan 18, 1967 ⁷
UNITED STATES OF AMERICA	Aug 27, 1965	Jun 10, 1966	Oct 14, 1966
UPPER VOLTA	Sep 16, 1965	Aug 29, 1966	Oct 14, 1966
YUGOSLAVIA	Mar 21, 1967	Mar 21, 1967	Apr 20, 1967
ZAIRE	Oct 29, 1968	Apr 29, 1970	May 29, 1970
ZAMBIA	Jun 17, 1970	Jun 17, 1970	Jul 17, 1970

⁴ Until Mauritius attained its independence on March 12, 1968, it was covered by the ratification of the United Kingdom.

⁵ On depositing its instrument of ratification, the Netherlands restricted the application of the Convention to the Kingdom in Europe; by a notification received on May 22, 1970, the Netherlands withdrew that restriction and thus extended the application of the Convention to Surinam and the Netherlands Antilles; Surinam having attained its independence on November 25, 1975, the Convention ceased to be applicable to Surinam as of that date.

⁶ Until Swaziland attained its independence on September 6, 1968, it was covered by the ratification of the United Kingdom.

⁷ The United Kingdom has, pursuant to Article 70 of the Convention, excluded from its coverage the following territories for whose international relations it is responsible: Jersey • Isle of Man • Southern Rhodesia • Brunei • British Indian Ocean Territory • Pitcairn Islands • British Antarctic Territory • Sovereign Base Areas of Cyprus • New Hebrides.

Annex 2

Members of the Administrative Council and Officials of the Centre

(As of June 30, 1977)

Chairman of the
Administrative Council

Robert S. McNamara, *ex officio* as
President, International Bank for
Reconstruction and Development

Contracting State	Representative ¹	Alternate ¹
Afghanistan	Said Abdul Illah	Zir Gul
Austria	Hannes Androsch	Walter Neudörfer
Belgium	Gaston Geens ²	Cecil de Strycker
Benin, People's Republic of	François Dossou	Abou Baba-Moussa
Botswana	M. D. Mokama*	Q. K. J. Masire*
Burundi	Dominique Shiramanga	Jean Ndimurukundo
Cameroon	Youssouffa Daouda	Ahmadou Bello
Central African Empire	Jean Paul Mokodopo	Joseph Moutou-Mondziaou
Chad	Ahmed Kerim Togoi	Blayo Ngartando
China	W. H. Fei	Chun-Heng Tu
Congo, People's Republic of	François Bita	Daniel Obela
Cyprus	Andreas C. Patsalides	A. C. Afxentiou
Denmark	K. B. Andersen	Wilhelm Ulrichsen
Egypt, Arab Republic of	A. M. Kaissouni	Hamed El-Sayeh
Finland	Esko Rekola	Osmo Kalliala
France	Bernard Clappier	Marcel Théron
Gabon	Michel Anchouey	J. Félix Mamalepot
Gambia, The	Mohamadu Cadi Cham ²	T. G. G. Senghore
Germany	Hans Apel	Marie Schlei
Ghana	Anthony Kwesi Appiah ²	K. Anane-Binfoh
Greece	Panayiotis Papaligouras	Evangelos Devletoglou
Guinea	Momory Camara	Saïkou Barry
Guyana	F. E. Hope	Harold E. Wilkinson
Iceland	Olafur Johannesson	Matthias A. Mathiesen
Indonesia	Rachmat Saleh	Julianto Moeliodihardjo
Italy	Paolo Baffi	Ferdinando Ventriglia
Ivory Coast	Henri Konan Bédié	Kouamé N'Dri Kpatchibo
Jamaica	David H. Coore	Richard Fletcher
Japan	Hideo Boh	Teiichiro Morinaga
Jordan	Hanna Odeh	Hashim Dabbas
Kenya	Mwai Kibaki	Leonard O. Kibinge
Korea	Yong Hwan Kim	Sung Whan Kim
Lesotho	E. R. Sekhonyana	A. M. Monyake
Liberia	James T. Phillips, Jr.	D. Franklin Neal
Luxembourg	Jacques F. Poos	Raymond Kirsch
Madagascar	Rakotovafo Razakaboana	Rajaona Andriamananjara
Malawi	D. T. Matenje	Alfred A. Upindi
Malaysia	Tengku Razaleigh Hamzah	Tan Sri Dato Abdullah bin Ayub
Mauritania	Ibrahima A. Ba	
Mauritius	Rabindra Ghurburrin	Bramduth Ghoorah
Morocco	Abdelkader Benslimane	Mustapha Faris
Nepal	Bhekh B. Thapa	Narakant Adhikary
Netherlands	W. F. Duisenberg	J. P. Pronk
Niger	Abderrahmane Alfidja	Mahaman Annou
Nigeria	G. U. Osakwe*	Musa Bello
Norway	Per Kleppe	Hallvard Bakke
Pakistan	Abdul Hafeez Pirzada	A. G. N. Kazi
Romania	Florea Dumitrescu	Mihai Diamandopol
Senegal	Ousmane Seck	Famara Ibrahima Sagna
Sierra Leone	A. B. Kamara	B. M. Strasser-King
Singapore	Hon Sui Sen	Howe Yoon Chong
Somalia	Abdurahman Nur Herzi	Mohamud Jama Ahmed
Sri Lanka	Ronnie de Mel ²	Lal Jayawardena
Sudan	Nasr Eldin Mustafa	Abdel Rahman Abdel Wahab
Swaziland	James Nxumalo	V. E. Sikhondze
Sweden	Gösta Bohman	Ola Ullsten
Switzerland	Raymond Probst*	Roger Grossenbacher*
Togo	Koudjolou Dogo	Akuete Eklou-Natey
Trinidad and Tobago	Eric Williams	F. Barsotti
Tunisia	Mustapha Zaanouni	Rachid Sfar
Uganda	Brigadier Moses Ali	Jino Geria
United Kingdom	Gordon Richardson	Sir Douglas Wass
United States of America	Maxwell M. Rabb*	Margaret C. Scott*
Upper Volta	Patrice Ouattara	Pierre Tahita
Yugoslavia	Momcilo Cemovic	Miodrag Stojiljkovic
Zaire	Bofossa w'Amb'ea Nkoso	Asal B. Idzumbur
Zambia	John M. Mwanakatwe	Francis M. Walusiku

Secretary-General

A. Broches

¹ Except for the persons indicated by an asterisk (*), the Representatives and Alternates named are, respectively, Governors or Alternate Governors of the Bank, serving *ex officio* on the Administrative Council, pursuant to Article 4(2) of the Convention.

² Appointment effective after June 30, 1977.

Annex 3

List of the Members of the Panel of Conciliators and Arbitrators

(As of June 30, 1977)

PART I. Designating Authority: Contracting State

CONTRACTING STATE Panel *	NAME** Title	Terminal Date of Designation***
AUSTRIA		
C	Dr. Ladislaus BLASCHEK Bundeskammer der gewerblichen Wirtschaft	Jul 3, 1978
C	Dr. Helmut HASCHEK Chairman, Board of Executive Directors, Oesterreichische Kontrollbank AG	Jul 3, 1978
A	Dr. Demetre KALUSSIS Em. Professor, Wirtschaftsuniversität	Jul 3, 1978
C	Dr. Werner MELIS Director, Austrian Federal Economic Chamber of Commerce	Jul 3, 1978
C	Dr. Wolfgang OEHLER Chief Manager, International Division, Oesterreichische Länderbank AG	Jul 3, 1978
A	Dr. Philipp RIEGER Board of Directors, Oesterreichische Nationalbank	Jul 3, 1978
A	Dr. Nikolaus SCHMIDT-CHIARI Director, Creditanstalt-Bankverein	Jul 3, 1978
A	Dr. Fritz SCHOENHERR Professor, University of Vienna	Jul 3, 1978
BELGIUM		
A	Baron H. J. N. ANSIAUX Gouverneur honoraire de la Banque Nationale de Belgique	Jun 6, 1983
C	M. Paul H. F. CALLEBAUT Président de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie	Dec 28, 1978
C	M. André DEQUAE Ancien Ministre, Président de la Chambre des Représentants	Dec 28, 1978
A	M. Franz DE VOGHEL Président de l'Institut de Réescompte et de Garantie	Jun 17, 1983
A	M. Robert P. HENRION Professor d'Université	Jun 6, 1983
C	M. Maurits NAESSENS Président honoraire de la Banque de Paris et des Pays-Bas, Belgique	Dec 28, 1978
C	Professeur F. ROGIERS Professeur à l'Université de Gand	Jun 17, 1983
A	Baron J. VAN HOUTTE Ministre d'Etat et Ancien Premier Ministre	Jun 6, 1983
BENIN, PEOPLE'S REPUBLIC OF		
C	M. Antoine BOYA Administrateur civil en retraite	Nov 30, 1981
C	M. Pierre A. M. FOURN Président honoraire de la Chambre de Commerce et d'Industrie du R.P.B.	Nov 30, 1981
A	Me Louis IGNATIO-PINTO Juge à la Cour Internationale de Justice	Nov 30, 1981
A	M. Idelphonse W. LEMON	Nov 30, 1981

* C = Conciliator A = Arbitrator

** Except as otherwise indicated by a footnote, each Panel Member is a national of the Contracting State which designated him.

*** Panel members whose terms have expired shall, in accordance with Article 15(3) of the Convention, continue in office until their successors have been designated.

CONTRACTING STATE Panel *	NAME ** Title	Terminal Date of Designation ***
CENTRAL AFRICAN EMPIRE		
A	M. Victor BOUCHER Directeur Général du Commerce et de l'Industrie	Aug 28, 1980
A	M. Célestin GAOMBALET Directeur au Commissariat au Trésor Public	Aug 28, 1980
C	M. Michel GRISS-BEMBE Procureur Général près de la Cour Suprême	Aug 28, 1980
C	M. Fidèle MANDABA-BORNOU Président de la Cour Suprême	Aug 28, 1980
C	M. Joseph MANDE-DJAPOU Conseiller à la Cour Suprême	Aug 28, 1980
C	M. SOBANGUE LEVY Conseiller à la Cour d'Appel	Aug 28, 1980
CHINA		
C	Mr. Hsioh-kwen SHAO Deputy Director-General, Board of Foreign Trade, Ministry of Economic Affairs	May 20, 1981
A	Mr. Paul Chung-Tseng TSAI Attorney-at-law	May 20, 1981
A	Dr. Joseph K. TWANMOH Attorney-at-law	May 20, 1981
C	Mr. Philip WANG Representative of Taiwan Investment Services	May 20, 1981
CYPRUS		
C A	Mr. Nicos G. DIMITRIOU Chairman, Electricity Authority of Cyprus	Jul 9, 1979
C A	Mr. Paschalis L. PASCHALIDES Executive Chairman, Hellenic Mining Co., Ltd.	Jul 9, 1979
C A	Mr. Criton G. TORNARITIS Attorney-General	Jul 9, 1979
C A	Mr. Michael A. TRIANTAFYLIDIS President, Supreme Court	Jul 9, 1979
DENMARK		
C A	Mr. I. FOIGHEL Professor, LL.D.	Aug 20, 1979
C A	Mr. Henning KROG High Court Judge	Aug 20, 1979
C A	Mr. Hans TOPSØE-JENSEN President, Maritime and Commercial Court	Aug 20, 1979
C A	Mr. Jørgen TROLLE Retired President of the Supreme Court	Aug 20, 1979
FINLAND		
C A	Dr. Bengt H. G. A. BROMS Professor of International and Constitutional Law, University of Helsinki	Dec 6, 1980
FRANCE		
C A	M. Jean-Jacques DE BRESSON Conseiller d'Etat	Jun 17, 1980
A	M. René Jean DUPUY Professeur, Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Nice	Jun 17, 1980

(continued)

CONTRACTING STATE Panel *	NAME ** Title	Terminal Date of Designation ***
FRANCE (continued)		
C	M. Jean PORTEMER Conseiller à la Cour de Cassation	Jun 17, 1980
C A	M. Paul J. M. REUTER Professeur, Université de Droit, d'Economie et de Sciences Sociales de Paris	Jun 17, 1980
C	M. Henry TOUBAS Avocat Général à la Cour de Cassation	Jun 17, 1980
A	M. Michel VIRALLY Professeur à l'Université de Droit, d'Economie et de Sciences Sociales de Paris	Jun 17, 1980
GABON		
C A	M. Léon AUGE Ministre délégué à la Présidence de la République	Jun 24, 1978
C A	M. Jean-Pierre LEMBOUMBA Commissaire au Plan	Jun 24, 1978
C A	M. Marc MBA-NDONG Secrétaire Général du Ministère des Affaires Economiques, du Commerce et de l'Economie Rurale	Jun 24, 1978
C A	M. Jean François NTOUTOUME Secrétaire Général du Conseil Gabonais des Chargeurs	Jun 24, 1978
GERMANY		
	Dr. Ernst G. BROEDER Vorstandsmitglied KfW	Apr 14, 1982
A	Dr. Ottoarndt GLOSSNER Chief Corporation Lawyer, AEG-Telefunken	Jul 29, 1982
A	Dr. Theodor HEINSIUS Chief Corporation Lawyer, Dresdner Bank AG	Jul 29, 1982
A	Prof. Dr. Günther JAENICKE	Apr 14, 1982
C	Dr. Paul KREBS Generalbevollmächtigter Deutsche Bank AG	Apr 14, 1982
A	Dr. Guenther SCHMIDT-RAENTSCHE Director, Dept. for Civil Law, Federal Ministry of Justice	Jul 29, 1982
C	Mr. Rüdiger VON TRESCKOW Geschäftsinhaber der Berliner Handels- und Frankfurter Bank	Apr 14, 1982
C	Dr. Hans A. WUTTKE Member, Management Board, Dresdner Bank AG	Apr 14, 1982
GHANA		
C	Mr. A. E. ANIN Managing Director, Ghana Commercial Bank	Jun 30, 1983
C	Mr. J. ARTHUR Barrister-at-Law	Jun 30, 1983
C	The Hon. Mr. Justice G. R. M. FRANCOIS Judge of the Supreme Court	Jun 30, 1983
C	Mr. T. A. TOTOE Barrister-at-Law	Jun 30, 1983
A	The Hon. Mr. Justice I. K. ABBAN High Court Judge	Jun 30, 1983
A	Dr. S. K. B. ASANTE Deputy Attorney-General	Jun 30, 1983
A	Dr. G. KORANTENG-ADDOW Attorney-General and Commissioner for Justice (Ghana)	Jun 30, 1983 (continued)

Annex 3 (continued)

CONTRACTING STATE Panel *	NAME ** Title	Terminal Date of Designation ***
GHANA (continued)		
A	Mr. C. B. K. ZWENNES Barrister-at-Law	Jun 30, 1983
GUINEA		
C A	M. Mamba SANO Assistant, Institut National des Recherches	Feb 10, 1975
C A	Me Sy Savane SOULEYMANE Inspecteur Général des Services d'Etat à la Présidence de la République de Guinée	Feb 10, 1975
GUYANA		
C	Mr. Hubert Oswald Earle BARKER, A.A. Retired Secretary to the Treasury	Jun 17, 1980
A	Mr. Brynmor T. I. POLLARD, A.A., S.C. Chief Parliamentary Counsel	Jun 17, 1980
INDONESIA		
C A	Mr. S. H. ATMODININGRAT Retired Senior Official, Ministry of Finance	Dec 31, 1975
C A	Mr. Byanti KHARMAWAN Executive Director, International Monetary Fund	Dec 31, 1975
C A	Prof. Dr. Mochtar KUSUMAATMADJA Professor of International Law	Dec 31, 1975
C A	Prof. R. SUBEKTI Chief Justice, Supreme Court of Justice	Dec 31, 1975
JAMAICA		
A	Mr. Harvey L. DA COSTA Barrister and Attorney-at-Law	Jul 10, 1973
C	Mr. Oswald H. DUNN Attorney-at-Law	Jul 10, 1973
C	Mr. Felix Malcolm FOX	Jul 10, 1973
C	Norman HILL, Esq., Q.C. Attorney-at-Law	Apr 16, 1981
C	Mr. Mayer Michael MATALON Director, Industrial Commercial Developments	Jul 10, 1973
A	David M. MUIRHEAD, Esq., Q.C., LL.B. Barrister-at-Law	Apr 16, 1981
A	Dr. Kenneth O. RATTRAY Privy Councillor	Jul 10, 1973
A	Mr. Deryck H. F. STONE Attorney-at-Law	Apr 16, 1981
JAPAN		
C	Mr. Morihisa EMORI Executive Vice-President, Mitsubishi Research Institute, Inc.	Dec 17, 1980
A	Mr. Junji HIRAGA President, Showa Electric Wire and Cable Co., Ltd.	Dec 17, 1980
A	Mr. Ichiro KATO Professor, Faculty of Law, University of Tokyo	Dec 17, 1980
A	Mr. Ichiro MATSUDAIRA Adviser, Board of Directors, Bank of Tokyo	Dec 17, 1980
A	Mr. Taiichiro MATSUO President of Marubeni Corporation	Dec 17, 1980
C	Mr. Hisashi MURATA Executive Vice-President, Mitsui and Co., Ltd.	Dec 17, 1980
C	Mr. Naokado NISHIHARA President, Dai-Ichi Mutual Fire and Marine Insurance Company	Dec 17, 1980

CONTRACTING STATE Panel *	NAME ** Title	Terminal Date of Designation ***
JAPAN (continued)		
C	Mr. Kumao NISHIMURA Member, Permanent Court of Arbitration	Dec 17, 1980
JORDAN		
C A	Mr. Ahmad T. AL-KHALIL Advocate	Jun 20, 1979
C A	Mr. Faiq Farah HALAZUN Retired Judge, Supreme Court and High Court of Justice	Jun 20, 1979
C A	Dr. Hisham R. HASHEM Advocate	Jun 20, 1979
KENYA		
A	Mr. B. Mareka GECAGA Chairman and General Manager, B.A.T. Kenya Ltd.	Jul 25, 1973
A	Mr. James F. H. HAMILTON Advocate	Jul 25, 1973
C	Mr. Brian H. HOBSON Managing Director, East African Breweries Ltd.	Jul 25, 1973
C	Mr. Samuel N. WARUHIU Advocate	Jul 25, 1973
KOREA		
C	Mr. Kyoung Mo CHEUNG Attorney-at-law	Jun 30, 1973
C	Mr. Won Hoon CHUNG Director and Deputy President, Korea Exchange Bank	Jun 30, 1973
A	Mr. Chong Dai KIM Executive Vice-President, Korea Chamber of Commerce and Industry	Jun 30, 1973
C	Mr. Ip Sam KIM Deputy Chairman, The Federation of Korean Industries	Jun 30, 1973
C	Mr. Suk Yoon KOH Attorney-at-law	Jun 30, 1973
A	Mr. Chang Soo LEE	Jun 30, 1973
A	Mr. Chung Soo OH Chairman, Board of Directors, Korean Arrowroot Fibre Craft Company, Ltd.	Jun 30, 1973
A	Mr. Pom Sik OH President, Honam Power Co., Ltd.	Jun 30, 1973
LESOTHO		
C A	The Hon. Mr. Justice J. T. MAPETLA Chief Justice of Lesotho	Aug 16, 1980
C A	The Hon. Mr. Justice M. P. MOFOKENG Puisne Judge	May 2, 1983
C	Mr. T. T. THAHANE Executive Director, World Bank Group	Aug 16, 1980
LUXEMBOURG		
C A	Dr. jur. Ernest ARENDT Avocat-avoué	Dec 30, 1981
C A	M. Alex BONN Avocat-avoué	Dec 30, 1981
C A	M. Joseph KAUFFMAN Docteur en Droit	Dec 30, 1981
C A	M. Fernand ZURN Avocat-avoué	Dec 30, 1981

CONTRACTING STATE Panel*	NAME** Title	Terminal Date of Designation***
MADAGASCAR		
A	M. Césaire MANJAKAVELO Magistrat-Avocat général	May 28, 1981
C	M. Zafimahery RAFAMATANANTSOA Avocat général à la Cour Suprême	May 28, 1981
A	M. Henri RAHARIJAONA Ambassadeur	May 28, 1981
C	M. Honoré RAKOTOMANANA Directeur Général des Finances au Ministère des Finances et du Plan	Jun 8, 1983
A	M. Justin RAKOTONIAINA Professeur de Droit des Affaires à la Faculté de Droit de Tananarive	May 28, 1981
C	M. Raymond RANJEVA Professeur Agrégé à l'Université de Madagascar	May 28, 1981
A	M. Edilbert RAZAFINDRALAMBO Premier Président de la Cour Suprême	May 28, 1981
C	M. TOAZARA Président du Conseil Supérieur des Institutions	May 28, 1981
MAURITANIA		
C A	M. Victor A. R. BERGER-VACHON ¹ Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris	Jul 31, 1973
C A	M. Pierre LAMPUE ¹ Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris	Jul 11, 1973
C A	M. Henry SOLUS ¹ Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris	Jul 11, 1973
C A	M. Georges E. H. VEDEL ¹ Professeur à l'Université de Droit, d'Economie et de Sciences Sociales de Paris	Jul 11, 1973
MAURITIUS		
C A	Mr. Jean Marc DAVID, Q.C. Barrister	Jun 9, 1982
C A	Mr. A. Hamid MOOLLAN Barrister	Jun 9, 1982
MOROCCO		
C A	M. Bensalem AHMED Trésorier Général, Ministère des Finances	Aug 22, 1980
C A	Mr. Abdellaziz A. FILALI Premier Président de la Cour d'Appel de Casablanca	Aug 22, 1980
C A	M. Othmane SLIMANI Secrétaire Général du Ministère des Finances	Aug 22, 1980
C A	M. Ahmed ZEGHARI Premier Président de la Cour Spéciale de Justice	Aug 22, 1980
NETHERLANDS		
C	Prof. Mr. H. J. HOFSTRA Em. Professor of Law, University of Leyden	Jun 2, 1981
C	Dr. Marius W. HOLTROP Retired President, De Nederlandsche Bank N.V.	Jun 2, 1981
C	Prof. Dr. P. KUIN Professor of General Management at the Erasmus University	Jun 2, 1981

¹ Nationality: French.

(continues)

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
MAROC (suite)		
C A	M. Abdellaziz A. FILALI Premier Président de la Cour d'Appel de Casablanca	22 août 1980
C A	M. Othmane SLIMANI Secrétaire Général du Ministère des Finances	22 août 1980
C A	M. Ahmed ZEGHARI Premier Président de la Cour Spéciale de Justice	22 août 1980
MAURICE		
C A	Mr. Jean Marc DAVID, Q.C. Barrister	9 juin 1982
C A	Mr. A. Hand MOOLLAN Barrister	9 juin 1982
MAURITANIE		
C A	M. Victor A. R. BERGER-VACHON ¹ Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris	31 juil. 1973
C A	M. Pierre LAMPUE ¹ Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris	11 juil. 1973
C A	M. Henry SOLUS ¹ Professeur honoraire à la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Paris	11 juil. 1973
C A	M. Georges E. H. VEDEL ¹ Professeur à l'Université de Droit, d'Economie et de Sciences Sociales de Paris	11 juil. 1973
NIGERIA		
C	Mr. Musa BELLO Permanent Secretary, Federal Ministry of Finance	21 juin 1983
C	Mr. Adamu CIROMA Governor of Central Bank of Nigeria	21 juin 1983
A	Mr. H. F. DAVID-WEST Legal Adviser, Federal Ministry of Justice	21 juin 1983
A	Mr. Justice S. J. ECOMA Judge of the Cross River State	21 juin 1983
C	Mr. Anofi S. GUOBADIA Chairman/Managing Director, Maiden Electronics Works Ltd.	21 juin 1983
A	Mr. O. JEMIYO Principal State Counsel	21 juin 1983
C	Dr. Michael OMOLAYOLE Chairman, Lever Brothers Nigeria Limited	21 juin 1983
A	Mr. Kehinde SOFOLA Private Legal Practitioner	21 juin 1983
NORVEGE		
C A	Mr. Per BRUNSVIG Doctor Juris, Barrister of the Supreme Court	22 mai 1980
C A	Mr. Oscar C. GUNDERSEN Supreme Court Judge	22 mai 1980
C A	Mr. Jens Chr. HAUGE Barrister of the Supreme Court	22 mai 1980
C A	Mr. Axel HEIBERG Supreme Court Judge	22 mai 1980

¹ Nationalité française.

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
UGANDA		
A	Mr. Godfrey L. BINAISA, Q.C. Barrister	30 oct. 1973
A	Mr. Tom Walter BURUKU Leaf Manager, B.A.T. (Uganda) Ltd.	28 mars. 1979
C	Mr. Y. KYESIMIRA Lecturer in Economics, Makerere University	30 oct. 1973
A	Mr. C. MBOIJANA Barrister	30 oct. 1973
C	Mr. D. J. K. NABETA Chairman and Managing Director, National Insurance Corporation	30 oct. 1973
C	Mr. Semei NYANZI Chairman, Uganda Development Corporation	30 oct. 1973
C	Dr. J. J. OLOYA Special Lecturer in Agricultural Economics	30 oct. 1973
PAKISTAN		
A	Mr. Malik Abdul HAMID Retired High Court Judge	4 juil. 1979
C	Mr. Quazi Mohammad ISA Barrister-at-Law	4 juil. 1979
C	Mr. Malik Mohammad JAFFAR Advocate	18 août 1981
C	Mr. Mohammad Afzal KHAN Retired High Court Judge	4 juil. 1979
A	Justice Feroze NANA Retired Judge	9 août 1979
A	Mrs. Rashida PATEL Advocate	18 août 1981
C	Mr. A. A. ZARI Advocate	18 août 1981
A	Mr. Mian ZIAUD-DIN Barrister-at-Law	18 août 1981
PAYS-BAS		
C	Prof. Mr. H. J. HOFSTRA Em. Professor of Law, University of Leyden	2 juin 1981
C	Dr. Marius W. HOLTROP Retired President, De Nederlandsche Bank N.V.	2 juin 1981
C	Prof. Dr. P. KUIN Professor of General Management at the Erasmus University	2 juin 1981
CA	Prof. Mr. P. LIEFTINCK	2 juin 1981
A	Prof. Dr. Pieter SANDERS Professor at the Law Faculty of the Erasmus University	2 juin 1981
A	Prof. Dr. J. C. SCHULTSZ Professor at Erasmus University	2 juin 1981
A	Mr. C. R. C. WIJCKERHELD BISDOM Barrister	2 juin 1981
ROUMANIE		
A	Mrs. Florica ANDREI Member of the Supreme Court	4 déc. 1981
A	Mr. Virgil ANTON Member of the Supreme Court	4 déc. 1981 (à suivre)

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
ROUMANIE (suite)		
C	Mr. Constantin BEJENARU Counsellor at the Legislative Council	4 déc. 1981
C	Mr. Nicolae DUTA Deputy Director, Ministry of Finance	4 déc. 1981
A	Mr. Ioan FILIP Counsellor at the Legislative Council	4 déc. 1981
A	Mr. Teodor PETRESCU Chief Justice, Constantza County Court	4 déc. 1981
C	Mr. Teofil POP Deputy Director, Ministry of Justice	4 déc. 1981
C	Mr. Romul VONICA Chief Justice, Jassy County Court	4 déc. 1981
ROYAUME-UNI		
A	Mr. Maurice E. BATHURST, C.M.G., C.B.E., Q.C. Barrister	1er août 1980
A	The Hon. Sir Robert L. A. GOFF, D.C.L. High Court Judge	1er août 1980
C	Lord GREENWOOD OF ROSSENDALE, P.C., J.P. Pro-Chancellor, University of Lancaster; Chairman, Local Government Staff Commission	9 août 1980
A	Mr. Charles Eliot JAUNCEY, Q.C. Advocate	1er août 1980
C	The Rt. Hon. Aubrey JONES, P.C. Economist; Consultant	9 août 1980
A	Mr. Elihu LAUTERPACHT, Q.C. Legal Adviser	1er août 1980
C	Sir Frederick (Cecil) MASON, K.C.V.O., C.M.G. Director, New Court Natural Resources Ltd.	9 août 1980
C	The Hon. A. Maxwell STAMP Chairman, Maxwell Stamp Associates Ltd.	9 août 1980
SENEGAL		
A	M. Hamet DIOP Directeur Général de la Banque Nationale de Développement	21 mai 1973
A	M. Kéba M'BAYE Premier Président de la Cour Suprême	21 mai 1973
A	M. Amadou Tidiane NDIAYE Directeur du Financement du Plan	8 mars. 1983
A	M. Amadou SOW Directeur Général de l'Union Sénégalaise de Banque	21 mai 1973
SRI LANKA		
A	Mr. Hector ABHAYAVARDHANA Chairman, People's Bank	10 juin 1974
C	Mr. R. H. DE MEL	10 juin 1974
C	Mr. Tilak E. GOONERATNE Ambassador for Sri Lanka to the EEC and Benelux	10 juin 1974
C	Mr. Chelliah LOGANATHAN Retired General Manager, Development Finance Corporation of Sri Lanka	10 juin 1974
A	Mr. Miliani C. SANSONI Retired Chief Justice, Supreme Court of Sri Lanka	10 juin 1974
A	Mr. N. SINNETAMBY Retired Justice, Supreme Court of Sri Lanka	10 juin 1974

(à suivre)

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
SRI LANKA (suite)		
C	Mr. Lionel A. WEERASINGHE Retired Auditor General of Sri Lanka	10 juin 1974
A	Mr. H. W. R. WEERASOORIYA Retired Justice, Supreme Court of Sri Lanka	10 juin 1974
SUEDE		
C	Mr. Gunnar GLIMSTEDT General Counsel and Director of Aktiebolaget Svenska Kullagerfabriken	6 sept. 1979
C	Mr. Ove KJELLGREN Vice-President Administration, Luossavaara-Kiirunavaara AB	6 sept. 1979
A	H. E. Gunnar LAGERGREN Marshal of the Realm	6 sept. 1979
C	Mr. Erik LEIJONHUFVUD (LIONHEAD) Adviser	6 sept. 1979
A	Mr. Sten RUDHOLM	6 sept. 1979
C	Mr. Sten SILJESTRÖM Corporate General Counsel and Vice President of ASEA AB	6 sept. 1979
A	Mr. Ivan WALLENBERG President, Supreme Restitution Court for Berlin	6 sept. 1979
SUISSE		
C	M. Gérard BAUER Président de la Fédération horlogère suisse	31 juil. 1983
A	M. l'Ambassadeur R. L. BINDSCHIEDLER Jurisconsulte du Département Politique Fédéral	27 nov. 1980
A	M. Pierre CAVIN Juge fédéral	31 juil. 1983
A	M. Pierre A. LALIVE Professeur à l'Université de Genève et à l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales	27 nov. 1980
C	M. Guido LEPORI Ancien Ambassadeur de Suisse	27 nov. 1980
C	M. Pierre Jean POINTET Professeur à l'Université de Neuchâtel	27 nov. 1980
C	M. Eberhard REINHARDT Membre du Conseil d'Administration du Crédit Suisse	27 nov. 1980
A	M. Alfred E. VON OVERBECK Professeur et Recteur de l'Université de Fribourg	27 nov. 1980
TOGO		
C A	Me Ayité D'ALMEIDA Avocat Défenseur	18 sept. 1973
C A	Me Lucien OLYMPIO Magistrat	17 mai 1978
C A	Me Léonidas QUASHIE Magistrat	18 sept. 1973
C A	Me Anani Ignacio SANTOS Avocat Défenseur	18 sept. 1973
TUNISIE		
A	M. Moncef BEL HADJ AMOR Ministre Chargé des Relations avec l'Assemblée Nationale et Secrétaire Général du Gouvernement	29 jan. 1979

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM** Titre	Expiration du mandat***
TUNISIE (suite)		
C	M. Hassen BELKHODJA Président Directeur Général de la Société Tunisienne de Banque	29 jan. 1979
C	M. Moncef BELKHODJA Président Directeur Général de la Banque Nationale de Tunisie	29 jan. 1979
C	M. Mohamed BOUSBIA Directeur Général de la Banque Centrale de Tunisie	29 jan. 1979
C	M. Khaled CHAABOUNI Directeur des Investissements au Ministère du Plan	29 jan. 1979
A	M. Mohamed Hédi ENNIFER Président Directeur Général de la Société Tunisienne d'Assurance et de Réassurance	29 jan. 1979
A	M. Kamel GORDAH Directeur des Conventions et du Contentieux de l'Etat	29 jan. 1979
A	M. Mohamed SNOUSSI Conseiller Juridique et de Législation au Premier Ministère	29 jan. 1979
YUGOSLAVIE		
C A	Prof. Dr. Ksente BOGOEV Professor, Faculty of Economics, Skopje University	15 jan. 1974
C A	Prof. Dr. Stojan CIGOJ Professor, Faculty of Laws, Ljubljana University	15 jan. 1974
C A	Prof. Dr. Aleksandar GOLDŠTAJN Professor, Faculty of Laws, Zagreb University	15 jan. 1974
C A	Prof. Dr. Vladimir JOVANOVIĆ Professor, Faculty of Laws, Belgrade University	15 jan. 1974

**Partie II: Autorité ayant procédé aux désignations:
Président du Conseil administratif**

ETAT CONTRACTANT Liste*	NOM Titre	Expiration du mandat***
A	Mr. Fuad Rouhani ¹ Ambassador	19 nov. 1980

¹ Nationalité iranienne.

Annexe 4 Dispositions relatives au CIRDI dans les accords internationaux et les lois nationales relatives aux investissements (au 30 juin 1977)

Partie I: Dispositions relatives au CIRDI dans les accords internationaux

Parties contractantes	Dates		Titre abrégé du traité	Langue du texte authentique	Référence*	Dispositions relatives au CIRDI
	Signature	Entrée en vigueur				
Allemagne/Côte d'Ivoire	27 oct. 1966	10 juin 1968	Encouragement et protection mutuelle des investissements de capitaux	Allemand Français	I.L.W. (Côte d'Ivoire)	Section 10:4D-4.1
Autriche/Roumanie	30 sept. 1976		Promotion, protection et garantie réciproques des investissements	Allemand Roumain	B.G.B. (Allemagne) 1-1968-II-p. 61 I.L.W. (Roumanie)	Art. 11(6) (publication ultérieure)
Belgique/Indonésie	15 jan. 1970	15 jan. 1970	Encouragement et protection réciproque des investissements	Anglais	(pas encore paru dans le J.O.) I.L.W. (Indonésie)	Art. 5 Section: 1:4C-4.1
Belgique/Zaire	28 mars 1976	1er jan. 1977	Encouragement réciproque des investissements	Français	Moniteur Belge (Belgique) 31 août 1972, p. 9449 I.L.W. (Zaire)	Art. 10 Section 9:4E-4.1
Cameroun/Pays-Bas	26 fév. 1971 12 mars 1971	23 juin 1973	Echange de lettres, complément à l'Accord de coopération économique et technique	Français	Moniteur Belge (Belgique) 28 août 1976, p. 10752 I.L.W. (Cameroun)	Art. 8 Appendice à la Partie 4C du Titre 29
Corée/France	22 jan. 1975	22 jan. 1975	Encouragement et protection des investisse- ments français en Corée	Coréen Français	Tractatenblad (Pays-Bas) 1971, No 108 I.L.W. (Corée)	Art. 6 ter (publication ultérieure)
					J.O. (France) 7 mai 1975, p. 4629	Art. 2

Corée/Pays-Bas	16 oct. 1974	1er juil. 1975	Promotion d'investis- sements	Anglais	I.L.W. (Corée)	Section 12:4D-4.1
					Tractatenblad (Pays-Bas) 1974, No 220	Art. 6
Corée/Royaume-Uni	4 mars 1976	4 mars 1976	Promotion et protection des investissements	Anglais Coréen	I.L.W. (Corée)	Section 12:4E-4.1
					Recueil des traités (R.U.) No 45 (1976) CMND 6510	Art. 8
Corée/Union économique belgo-luxembourgeoise	20 déc. 1974	3 sept. 1976	Encouragement et protection réciproque des investissements	Anglais	I.L.W. (Corée)	Section 12:4G-4.2
					Moniteur Belge (Belgique) 24 sept. 1976, p. 12018	Art. 8
Côte d'Ivoire/Allemagne (voir Allemagne/ Côte d'Ivoire)						
Côte d'Ivoire/Italie	23 juil. 1969		Protéger et favoriser les investissements de capitaux	Français	I.L.W. (Côte d'Ivoire)	Section 10:4E-4.1
					J.O. (Côte d'Ivoire) 23 sept. 1971, p. 1389	Art. 7
Côte d'Ivoire/Pays-Bas	31 déc. 1971		Protocole additionnel à l'Accord de coopération économique et technique	Français	I.L.W. (Côte d'Ivoire)	Appendice à la Partie 4C du Titre 10
					Tractatenblad (Pays-Bas) 1972, No 21	Art. 2
Egypte/France	22 déc. 1974	1er oct. 1975	Encouragement et protection réciproque des investissements	Français	I.L.W. (Egypte)	Section 14:4F-4.1 Section 14:4F-5.1
					J.O. (France) 8 nov. 1975, p. 11486	Art. 7 Art. 8 Art. 9

*I.L.W. se réfère à "Investment Laws of the World" (Lois Relatives aux Investissements Etrangers), en anglais et en français, préparé par le CIRDI, publié par Oceana Publications, Dobbs Ferry, New York, et rassemblant, par pays, les lois et accords internationaux ayant trait aux investissements.

Annexe 4 (suite)

Parties contractantes	Dates		Titre abrégé du traité	Langue du texte authentique	Référence*	Dispositions relatives au CIRDI
	Signature	Application provisoire				
Egypte/Roumanie	10 mai 1976		Promotion et garantie réciproques des investissements	Anglais Arabe Roumain	I.L.W. (Roumanie)	(publication ultérieure)
Egypte/Royaume-Uni	11 juin 1975	11 juin 1975	Promotion et protection d'investissements	Anglais	J.O. (Roumanie) 4 nov. 1976, No 93 I.L.W. (Egypte)	Art. 3 Section 14:4E-4.1
France/Corée (voir Corée/France)					Publ. du R.U. -Egypte No 3 (1975) CMND 6141	Art. 8
France/Egypte (voir Egypte/France)						
France/Indonésie	14 juin 1973	14 juin 1973	Encouragement et protection d'investissements français en Indonésie	Anglais Français	I.L.W. (Indonésie)	Section 1:4H-3.2 Section 1:4H-5.2
France/Malaisie	24 avril 1975	1er sept. 1976	Garantie des investissements	Bahasa-malaise Français	J.O. (France) 1er août 1975, p. 7820 I.L.W. (Malaisie)	Art. 3 Art. 5 Section 5:4E-4.1 Section 5:4E-5.1
France/Maroc	15 juil. 1975		Protection, encouragement, garantie réciproques des investissements	Arabe Français	(pas encore paru dans le J.O.) I.L.W. (Maroc)	Art. 5 Art. 6 Section 23:4E-4.1
France/Maurice	22 mars 1973	1er mars 1974	Protection des investissements	Français	(pas encore paru dans le J.O.) I.L.W. (Maurice)	(publication ultérieure)
					J.O. (France) 18 mai 1974, p. 5367	Art. 9

France/Roumanie	16 déc. 1976	Encouragement, protection et garantie réciproques des investissements	Français Français	I.L.W. (Roumanie) (pas encore paru dans le J.O.)	(publication ultérieure) Art. 8
France/Singapour	8 sept. 1975	Encouragement et protection des investissements	Anglais Français	I.L.W. (Singapour) J.O. (Singapour) 7 nov. 1975, No 31 p. 17	Section 36:4E-4.2 Art. 6 Art. 7(2)
France/Tunisie	30 juin 1972	Protection des investissements	Français	I.L.W. (Tunisie)	Section 3:4D-5.1
France/Yougoslavie	28 mars 1974	Protection des investissements	Français	J.O. (France) 28 oct. 1972, No 253, p. 11309 I.L.W. (Yougoslavie)	Art. 2 Art. 3 Section 7:4B-5.1 Section 7:4B-5.2
France/Zaire	5 oct. 1972	Protection des investissements	Français	J.O. (Yougoslavie) 1975, No 4 J.O. (France) 12-13 mai, 1975, p. 481359 I.L.W. (Zaire)	Art. 2 Art. 7 Section 9:4D-4.1 Art. 9
Indonésie/Belgique (voir Belgique/ Indonésie)					
Indonésie/France (voir France/ Indonésie)					
Indonésie/Pays-Bas	7 juil. 1968	Coopération économique	Anglais	I.L.W. (Indonésie) Tractatenblad (Pays-Bas) 1968, No 88	Section 1:4D-4.1 Art. 11 Protocole

*I.L.W. se réfère à "Investment Laws of the World", (Lois Relatives aux Investissements Etrangers), en anglais et en français, préparé par le CIRDI, publié par Oceana Publications, Dobbs Ferry, New York, et rassemblant, par pays, les lois et accords internationaux ayant trait aux investissements.

Annexe 4 (suite)

Parties contractantes	Dates		Titre abrégé du traité	Langue du texte authentique	Référence*	Dispositions relatives au CIRDI
	Signature	Application provisoire				
Indonésie/Royaume-Uni	27 avril 1976		Promotion et protection des investissements	Anglais	I.L.W. (Indonésie) Publ. du R.U. -Indonésie No 1 (1976) CMND 6490	Section: 1:4I-4.1 Art. 7
Italie/Côte d'Ivoire (voir Côte d'Ivoire/ Italie)						
Italie/Roumanie	14 jan. 1977		Promotion et garantie réciproques des investissements	Italien Roumain	I.L.W. (Roumanie) (pas encore paru dans le J.O.) I.L.W. (Tchad)	(publication ultérieure) Art. 4 (publication ultérieure)
Italie/Tchad	11 juin 1969		Protection et promotion des investissements de capitaux	Français Italien	(pas encore paru dans le J.O.) I.L.W. (Kenya)	Art. 7 Section 11:4C-4.1
Kenya/Pays-Bas	11 sept. 1970		Coopération économique	Anglais	Tractatenblad (Pays-Bas) 1970, No 166	Art. 11
Malaisie/France (voir France/Malaisie)						
Malaisie/Pays-Bas	15 juin 1971	13 sept. 1972	Coopération économique	Anglais Bahasa- malaise Hollandais	I.L.W. (Malaisie) Tractatenblad (Pays-Bas) 1971, No 152	Section 5:4D-4.2 Art. 12
Maroc/France (voir France/Maroc)						
Maroc/Pays-Bas	23 déc. 1971	23 déc. 1971	Coopération économique	Français	I.L.W. (Maroc) Tractatenblad (Pays-Bas) 1972, No 14	Section 23:4D-4.1 Art. 13

Maurice/France (voir France/Maurice)	24 avril 1970	Coopération économique	Anglais	I.L.W. (Ouganda)	Section 15:4C-4.1
Ouganda/Pays-Bas				Tractatenblad (Pays-Bas) 1970, No 87	Art. 12
Pays-Bas/Cameroun (voir Cameroun/ Pays-Bas)					
Pays-Bas/Corée (voir Corée/Pays-Bas)					
Pays-Bas/Côte d'Ivoire (voir Côte d'Ivoire/ Pays-Bas)					
Pays-Bas/Indonésie (voir Indonésie/ Pays-Bas)					
Pays-Bas/Kenya (voir Kenya/Pays-Bas)					
Pays-Bas/Malaisie (voir Malaisie/ Pays-Bas)					
Pays-Bas/Maroc (voir Maroc/Pays-Bas)					
Pays-Bas/Ouganda (voir Ouganda/ Pays-Bas)					
Pays-Bas/Sénégal	1 juil. 1970 15 fév. 1971	Echange de lettres, complètement à l'Accord de coopération économique et technique	Français	I.L.W. (Sénégal)	Appendice à la Partie 4D du Titre 21
	5 oct. 1972				Art. 5 ter
				Tractatenblad (Pays-Bas) 1971, No 44	
	7 sept. 1973	Coopération économique	Anglais	I.L.W. (Singapour)	Section 36:4C-4.1
Pays-Bas/Singapour	16 mai 1972			Tractatenblad (Pays-Bas) 1972, No 124	Art. 11

*I.L.W. se réfère à "Investment Laws of the World" (Lois Relatives aux Investissements Etrangers), en anglais et en français, préparé par le CIRDI, publié par Oceana Publications, Dobbs Ferry, New York, et rassemblant, par pays, les lois et accords internationaux ayant trait aux investissements.

Annexe 4 (suite)

Parties contractantes	Dates		Titre abrégé du traité	Langue du texte authentique	Référence*	Dispositions relatives au CIRDI
	Signature	Application provisoire				
Pays-Bas/Tunisie	26 avril 1971 16 juil. 1971		Echange de lettres, complément à la Convention relative à l'en- couragement des investisse- ments de capi- taux et à la protection des biens	Français	I.L.W. (Tunisie)	Appendice à la Partie 4C du Titre 3 Art. 3 ter
Pays-Bas/ Yougoslavie	16 fév. 1976		Protection des investissements	Anglais	I.L.W. (Yougoslavie)	Section 7:4C-4.1 Art. 6
Roumanie/Autriche (voir Autriche/ Roumanie)					Tractatenblad (Pays-Bas) 1976, No 40	
Roumanie/Egypte (voir Egypte/ Roumanie)						
Roumanie/France (voir France/ Roumanie)						
Roumanie/Italie (voir Italie/ Roumanie)						
Roumanie/Royaume-Uni	19 mar. 1976	22 nov. 1976	Promotion et protection réciproques des investissements	Anglais Roumain	I.L.W. (Roumanie)	(publication ultérieure) Art. 4

J.O. (Roumanie)
14 juil. 1976,
No 70

Royaume-Uni/Corée
(voir Corée/
Royaume-Uni)

Royaume-Uni/Egypte
(voir Egypte/
Royaume-Uni)

Royaume-Uni/Indonésie
(voir Indonésie/
Royaume-Uni)

Royaume-Uni/
Roumanie (voir
Roumanie/ Royaume-
Uni)

Royaume-Uni/Singapour 22 juil.
1975

I.L.W. (Singapour) Section 36:4D-4.1

Recueil des traités Art. 8
(R.U.) No 151
(1975) CMND 6300

22 juil.
1975 Promotion et
protection
d'investis-
sements

Anglais

Sénégal/Pays-Bas
(voir Pays-Bas/
Sénégal)

Singapour/France
(voir France/Singapour)

Singapour/Pays-Bas
(voir Pays-Bas/
Singapour)

Singapour/Royaume-Uni
(voir Royaume-Uni/
Singapour)

Tchad/Italie
(voir Italie/Tchad)

Tunisie/France
(voir France/Tunisie)

*I.L.W. se réfère à "Investment Laws of the World" (Lois Relatives aux Investissements Etrangers), en anglais et en français, préparé par le CIRDI, publié par Oceana Publications, Dobbs Ferry, New York, et rassemblant, par pays, les lois et accords internationaux ayant trait aux investissements.

Annexe 4 (suite)

Parties contractantes	Dates		Titre abrégé du traité	Langue du texte authentique	Référence*	Dispositions relatives au CIRDI
	Signature	Application provisoire				
Tunisie/Pays-Bas (voir Pays-Bas/ Tunisie)						
Union économique belgo-luxembour- geoise/Corée (voir Corée/Union économique belgo- luxembourgeoise)						
Yougoslavie/France (voir France/ Yougoslavie)						
Yougoslavie/Pays-Bas (voir Pays-Bas/ Yougoslavie)						
Zaire/Belgique (voir Belgique/Zaire)						
Zaire/France (voir France/Zaire)						

Annexe 4

Partie II: Dispositions relatives au CIRDI dans les lois nationales relatives aux investissements

Pays	Titre	Date	Langue du texte authentique	Référence *	Dispositions relatives au CIRDI
Afghanistan	Loi sur l'investissement privé étranger et national	20 fév. 1967	Dari	I.L.W. (Afghanistan)	Section 16:2A-10.1
				J.O. (Afghanistan) 20 fév. 1967, No 72	Art. 19
Benin, République Populaire du	Ordonnance no 72-1 du 8 janvier 1972 portant code des investissements	8 jan. 1972	Français	I.L.W. (Dahomey)	Section 30:2A-10.1
				J.O. (Benin) 1er mars 1972	Art. 51
Congo, République Populaire du	Ordonnance no 11/73 du 26 avril 1973 portant code des investissements	26 avril 1973	Français	I.L.W. (Congo)	Section 38:2A-10.2
				J.O. (Congo) 1er mai 1973	Art. 47
Egypte, République Arabe d'	Loi no 43 de 1974 sur l'investissement de fonds arabes et étrangers et les zones franches	19 jan. 1974	Arabe	I.L.W. (Egypte)	Section 14:2A-10.1
				J.O. (Egypte) 27 juin 1974, No 26	Art. 8
Ghana	Décret portant sur les investissements de capital, 1973	9 jan. 1973	Anglais	I.L.W. (Ghana)	Section 4:2A-10.1
				N.R.C.D. (Ghana) No 141	Art. 11
Haute-Volta	Ordonnance no 70-74 PRES.P.L.T.P. du 31 décembre 1970, portant code des investissements en République de Haute-Volta	31 déc. 1970	Français	I.L.W. (Haute-Volta)	Section 49:2A-10.1
				J.O. (Haute-Volta) 14 jan. 1971, p. 32	Art. 21
Madagascar	Ordonnance no 73-057 portant code des investissements	19 sept. 1973	Français Malagasy	I.L.W. (Rép. Malgache)	Section 26:2A-12.1
				J.O. (Madagascar) 21 sept. 1973, p. 3022	Préambule

*I.L.W. se réfère à "Investment Laws of the World" (Lois Relatives aux Investissements Etrangers), en anglais et en français, préparé par le CIRDI, publié par Oceana Publications, Dobbs Ferry, New York, et rassemblant, par pays, les lois et accords internationaux ayant trait aux investissements.

Annexe 4 (suite)

Pays	Titre	Date	Langue du texte authentique	Référence*	Dispositions relatives au CIRDI
Niger	Loi no 74-18 du 11 mars 1974 portant modification des lois 68-24 du 31 juillet 1968 et 71-2 du 29 janvier 1971, sur le régime des investissements au Niger	11 mars 1974	Français	I.L.W. (Niger) J.O. (Niger) 15 mars 1974	Section 25:2B-10.1 Art. 27
Sénégal	Loi no 74-06 du 22 avril 1974 portant statut de la zone franche industrielle de Dakar	22 avril 1974	Français	I.L.W. (Sénégal) J.O. (Sénégal) 18 mai 1974, No 4356, pp. 740-745	Section 21:2C-10.1 Art. 31
Tunisie	Loi no 69-35 du 26 juin 1969 portant code des investissements	26 juin 1969	Arabe	I.L.W. (Tunisie) J.O. (Tunisie) 27 juin 1969, No 24, p. 766	Section 3:2A-10.1 Art. 20
Zaïre	Ordonnance-loi no 69-032 du 26 juin 1969 portant code des investissements	26 juin 1969	Français	I.L.W. (Zaïre) Moniteur Congolais (Zaïre) 1er nov. 1969, No 21	Section 9:2A-10.2 Art. 30 Exposé des motifs

*I.L.W. se réfère à "Investment Laws of the World" (Lois Relatives aux Investissements Etrangers), en anglais et en français, préparé par le CIRDI, publié par Océan Publications, Dobbs Ferry, New York, et rassemblant, par pays, les lois et accords internes aux pays ayant trait aux investissements.

Resolutions of the Administrative Council

The following resolutions were adopted by the Administrative Council at its Tenth Annual Meeting on October 7, 1976:

AC(10)/RES/32—APPROVAL OF THE ANNUAL REPORT

The Administrative Council

RESOLVES

To approve the Tenth Annual Report on the Operation of the Centre as set forth in the attachment to document AC/76/3.

AC(10)/RES/33—ADOPTION OF BUDGET FOR FISCAL YEAR 1977

The Administrative Council

RESOLVES

To adopt, for the period July 1, 1976, to June 30, 1977, the budget of revenues and expenditures set forth in paragraph 1 of document AC/76/1.

Annex 6
Arbitration Proceedings

(As of June 30, 1977)

(1) HOLIDAY INNS/OCCIDENTAL PETROLEUM vs GOVERNMENT OF MOROCCO
(Case ARB/72/1)

Procedural Data

The Request

December 27, 1971 A request for the institution of arbitration proceedings against the Government of Morocco, submitted by Holiday Inns, S.A., a national of Switzerland, and Occidental Petroleum Corporation, a national of the United States, acting in their own name and in the name and on behalf of Holiday Inns, Inc., as well as of Occidental Hotels of Morocco Inc., and HISA Marrakech, HISA Fes, HISA Tanger, and HISA Casablanca, is received at the Centre.

Registration

January 13, 1972 The Secretary-General registers the request as having been made by Holiday Inns, S.A. and Occidental Petroleum Corporation, with a notation that these companies stated that they were acting in their own name and in the name and on behalf of certain other companies.

Constitution of the Tribunal

March 15, 1972 Professor Paul Reuter (French), appointed by the Respondent, accepts his appointment as arbitrator.

March 23, 1972 Sir John Foster (British), appointed by the Claimants, accepts his appointment as arbitrator.

March 28, 1972 Judge Sture Petrn (Swedish), appointed by the two other arbitrators, accepts his appointment as President of the Tribunal.

Proceedings

April 16, 1972 Preliminary session of the Tribunal (without the parties being present).

April 20, 1972 Opening session of the Tribunal at the seat of the Permanent Court of Arbitration in The Hague. The Tribunal fixed as time-limits for the written pleadings June 20, 1972 for the memorial of the Claimants and August 20, 1972 for the counter-memorial of the Respondent. The Claimants having announced their intention to submit a request for provisional measures pursuant to Article 47 of the Convention, the Tribunal granted the parties equal time for the submission of the request and the reply thereto.

May 16, 1972 The request for provisional measures having been received by the Respondent on that date, the reply became due on June 11, 1972.

June 2, 1972 At the request of the Respondent the President extends the time-limit for the reply to June 23, 1972. (The Respondent did not submit a written reply.)

June 15, 1972 Upon a request of the Claimants for an extension of the time-limit for their memorial, the President fixes new time-limits for the deposit of the memorial and counter-memorial at July 20, 1972 and October 20, 1972, respectively.

July 1-2, 1972 Session of the Tribunal in Paris at the European Office of the World Bank. After oral argument by the parties the Tribunal, on July 2, 1972, recommended provisional measures to both parties. At the request of the Claimants the Tribunal fixed new time-limits for the written pleadings: until August 30, 1972 for the filing of the memorial and until January 1, 1973 for the counter-memorial.

September 1, 1972 Claimants' memorial delivered to the Centre.

December 29, 1972 Respondent's counter-memorial delivered to the Centre. In its coun

- memorial the Respondent raised an objection to jurisdiction pursuant to Rule 41(1) of the Arbitration Rules.
- January 22, 1973 Procedural order by the Tribunal suspending the proceedings on the merits in accordance with Rule 41(3) of the Arbitration Rules and fixing March 1, 1973 as the time-limit within which the Claimants could file observations on the objection to jurisdiction.
- March 2, 1973 At the request of the Claimants, the time-limit for their observations on the objection to jurisdiction is extended to April 13, 1973.
- April 13, 1973 Claimants' observations on the objection to jurisdiction delivered to the Centre.
- May 19-20, 1973 Session of the Tribunal (without the parties being present). On May 20, 1973 the Tribunal made an Order, denying a request by the Respondent for oral argument, and allowing the parties to make further written submissions, the Respondent by June 6, 1973 and the Claimants by June 25, 1973.
- June 30-July 1, 1973 The parties having made their additional submissions within the fixed time-limits, the Tribunal convenes in order to decide on the objection to jurisdiction. On July 1, 1973 the Tribunal decided (i) that it was competent with respect to the dispute submitted to it; (ii) that Holiday Inns, S.A., Occidental Petroleum Corporation and Holiday Inns, Inc. were entitled to be parties to the proceedings; (iii) that HISA Marrakech, HISA Fes, HISA Tanger and HISA Casablanca were not entitled to be parties to the proceedings; (iv) that the question whether Occidental Hotels of Morocco, Inc. was entitled to be a party to the proceedings was joined to the merits; and (v) that the parties should submit a reply and rejoinder, respectively, on the merits by September 14, 1973 for the Claimants and November 30, 1973 for the Respondent.
- September 17, 1973 Claimants' reply on the merits delivered to the Centre.
- November 15, 1973 At the request of the Respondent, the time-limit for the rejoinder on the merits is extended to December 14, 1973.
- December 14, 1973 Respondent's rejoinder on the merits delivered to the Centre.
- January 3, 1974 The President agrees to a joint request by the parties to postpone the opening of the oral procedure in order to permit them to explore the possibility of an amicable settlement.
- March 14, 1974 A further postponement of oral hearings is granted by the President upon request of the Claimants and in the absence of opposition by the Respondent.
- May 11-12, 1974 Session of the Tribunal in Paris. A hearing is held on certain preliminary legal issues and a decision is rendered thereon on May 12, 1974. The parties are expected to agree on a joint statement of questions to be presented to the Tribunal.
- August 22-25, 1974;
November 16-17, 1974;
February 19-22, 1975;
April 9, 12, and 13, 1975 Sessions of the Tribunal in Paris to hear oral argument on three sets of issues, followed by interim decisions of September 23, 1974, January 19, 1975 and July 27, 1975, respectively. In the last decision the Tribunal invited the parties to examine, prior to December 31, 1975, the possibility of concluding certain supplemental agreements required to permit their reciprocal contractual obligations to be performed.
- December 30, 1975 In response to requests from both parties, the President extends the above time-limit to February 28, 1976.
- March 16, 1976 The parties having informed the Tribunal that the supplemental agreements could not be concluded, the Tribunal renders a further interim decision dissolving certain contractual bonds between the parties and invites the parties, if they wish to modify their submissions in view of the decision, to submit them to the Centre before June 16, 1976.

- June 14 and 15, 1976 Modified submissions of the Respondent and the Claimants, respectively, delivered to the Centre.
- July 27, 1976 The Secretary-General informs the parties that the President has learned from Sir John Foster that the latter had accepted an appointment as "outside director" on the Board of Occidental Petroleum Corporation, one of the Claimants.
- September 27, 1976 Messrs. Sture Petrén and Paul Reuter meet to consider Sir John Foster's resignation which was submitted subject to the condition that the Claimants appoint his successor. They decided (i) that the condition attached to the resignation was not a proper one and should be disregarded, and (ii) to withhold the Tribunal's consent to the resignation. As a result the proceedings were suspended and the vacancy was to be filled pursuant to Article 56(3) of the Convention by the Chairman of the Administrative Council. The Claimants objected to the Tribunal's decision and reserved their rights with respect thereto.
- October 28, 1976 Professor J. C. Schultsz (Dutch), appointed by the Chairman of the Administrative Council to fill the vacancy created by Sir John Foster's resignation, accepts his appointment and the proceedings are resumed.
- November 9, 1976 The Tribunal, by a procedural order, permits the parties to submit additional written observations on each other's modified submissions not later than December 31, 1976.
- December 14, 1976 Suspension of the proceedings upon the death of the President of the Tribunal, Mr. Sture Petrén.
- December 31, 1976 The parties' additional written observations on each other's modified submissions delivered to the Centre.
- April 14, 1977 Resumption of the proceedings upon the acceptance by H. E. Gunnar Lagergren (Swedish) of his appointment as President of the Tribunal by the Chairman of the Administrative Council pursuant to Arbitration Rule 11.
- June 20, 1977 Meeting of H. E. Gunnar Lagergren with the Secretary-General to prepare the further conduct of the proceedings.

(2) ADRIANO GARDELLA SpA vs GOVERNMENT OF IVORY COAST

(Case ARB/74/1)

Procedural Data

The Request

- March 6, 1974 A request for the institution of arbitration proceedings against the Government of Ivory Coast, submitted by Adriano Gardella SpA, a national of Italy, is received at the Centre.

Registration

- March 6, 1974 The Secretary-General registers the request.

Constitution of the Tribunal

- June 11, 1974 Mr. Dominique Poncet (Swiss), appointed by the Respondent, accepts his appointment as arbitrator.
- September 10, 1974 Mr. Edouard Zellweger (Swiss), appointed by the Claimant, accepts his appointment as arbitrator.
- October 4, 1974 Mr. André Panchaud (Swiss), appointed by the two parties, accepts his appointment as President of the Tribunal.

Proceedings

- 34 October 21, 1974 Preliminary meeting of the Tribunal (without the parties being present).

- November 25, 1974 Session of the Tribunal in Geneva with the parties for purposes of preliminary procedural consultations under Arbitration Rule 20. The Tribunal decides that the Claimant will deposit its memorial by December 30, 1974 and that the Respondent will deposit its counter-memorial within two months of the receipt of the memorial.
- December 24, 1974 Receipt by the Centre of Claimant's memorial.
- March 4, 1975 The time-limit for the counter-memorial is extended at the Respondent's request to March 31, 1975.
- March 21, 1975 Receipt by the Centre of Respondent's counter-memorial, which contains a counter-claim and an objection to the jurisdiction of the Tribunal over certain claims of the Claimant.
- April 17, 1975 The Tribunal meets and decides to deal first with the questions of liability raised by the respective submissions of the parties, and requests the parties to limit their reply and rejoinder to these questions. The Tribunal sets June 5, 1975 for submission of Claimant's reply and September 15, 1975 for submission of Respondent's rejoinder. In view of the technical aspects of the case, the Tribunal decides to avail itself of the services of a technical advisor.
- June 3, 1975 At the Claimant's request, the President postpones the time-limit for the reply to July 10, 1975.
- July 7, 1975 Receipt by the Centre of Claimant's reply.
- July 8, 1975 Suspension of the proceedings upon the death of Mr. Zellweger.
- August 7, 1975 Resumption of the proceedings upon the acceptance by Mr. Jacques Michel Grossen (Swiss) of his appointment by the Claimant in replacement of Mr. Zellweger.
- September 10, 1975 At the Respondent's request, the President postpones the time-limit for the rejoinder to October 15, 1975.
- October 14, 1975 Receipt by the Centre of Respondent's rejoinder.
- November 19, 1975 The Tribunal authorizes the Claimant, at its request, to submit a short note on new documents produced by the Respondent with its rejoinder, by December 20, 1975.
- December 20, 1975 Receipt by the Centre of the short note of the Claimant on new documents produced by the Respondent.
- January 14-16, 1976 The Tribunal meets in Geneva to hear witnesses and sets March 3-5, 1976 as the dates on which it will hear those witnesses who could not be heard during the January session.
- February 17, 1976 The session of the Tribunal set for March 3-5, 1976 is postponed to a later date because of the illness of the President of the Tribunal.
- March 11, 1976 Suspension of the proceedings upon the death of Mr. André Panchaud.
- April 28, 1976 Resumption of the proceedings upon the acceptance by Mr. Pierre Cavin (Swiss) of his appointment by the parties to replace Mr. Panchaud.
- November 29-30, 1976 The Tribunal meets in Geneva to hear witnesses and decides to hold its next session in Geneva on February 4, 5, and 7, 1977 to hear oral argument by the parties on the issue of liability.
- February 4 and 7, 1977 Session of the Tribunal in Geneva to hear oral argument.
- March 3-4, May 5, and 22, 1977 Deliberations of the Tribunal after consultations with the parties. The President indicates that he expects that the Tribunal will render its decision on the question of liability by the beginning of September 1977.

(3) ALCOA MINERALS OF JAMAICA, INC. vs GOVERNMENT OF JAMAICA

(Case ARB/74/2)

Procedural Data

The Request

June 17, 1974 A request for the institution of arbitration proceedings against the Government of Jamaica, submitted by Alcoa Minerals of Jamaica, Inc., a national of the United States of America, is received at the Centre.

Registration

June 21, 1974 The Secretary-General registers the request.

Constitution of the Tribunal

October 25, 1974 Mr. Elihu Lauterpacht, Q.C. (British), appointed by the Claimant, accepts his appointment as arbitrator.

November 11, 1974 The Government of Jamaica having failed to appoint an arbitrator, the Claimant requests that the Chairman of the Administrative Council, pursuant to Article 38 of the Convention and Arbitration Rule 4, appoint two arbitrators and designate one of these arbitrators to be the President of the Tribunal.

December 13, 1974 Mr. Jørgen Trolle (Danish), appointed by the Chairman of the Administrative Council, accepts his appointment as President of the Tribunal.

December 14, 1974 Mr. Fuad Rouhani (Iranian), appointed by the Chairman of the Administrative Council, accepts his appointment as arbitrator.

February 3, 1975 The Tribunal consents to Mr. Elihu Lauterpacht's resignation.

February 27, 1975 Sir Michael Kerr (British), appointed by the Claimant, accepts his appointment as arbitrator.

Proceedings

April 1, 1975 Preliminary session of the Tribunal (without the parties being present).

April 2-3, 1975 First session of the Tribunal in Washington, D.C. in the presence of the Claimant. The Respondent does not appear. The Tribunal orders the Claimant to file, by May 4, 1975, a memorial as to the jurisdiction of the Tribunal and the competence of the Centre, together with a statement of the nature of the claim and the relief sought; and the Respondent to file a counter-memorial by June 11, 1975.

May 5, 1975 Claimant's memorial is delivered to the Centre.

June 11, 1975 The time-limit for the counter-memorial expires without the Centre having received any documents from the Respondent.

July 5-6, 1975 Second session of the Tribunal (without the parties being present). The Tribunal decides that the Centre has jurisdiction and that the Tribunal is competent. It fixes time-limits for pleadings on the merits: Claimant to file a memorial by October 12, 1975; Respondent to file a counter-memorial by January 19, 1976.

September 9, 1975 The Claimant files with the Centre a request for procedural orders.

September 29, 1975 Third session of the Tribunal (without the parties being present). The Tribunal gives preliminary consideration to Claimant's request for procedural orders.

36 October 13, 1975 Claimant's memorial is delivered to the Centre.

- November 12, 1975 The Tribunal decides on the Claimant's request for procedural orders.
- January 19, 1976 The time-limit for the counter-memorial expires without the Centre having received any documents from the Respondent.
- January 24-25, 1976 Fourth session of the Tribunal (without the parties being present). The Tribunal decides, as requested by the Claimant, to deal with the questions submitted to it pursuant to Article 45 of the Convention. It further decides to invite the Claimant to file replies to and comments on questions formulated by the Tribunal.
- March 12, 1976 The Centre receives from the Claimant replies to the Tribunal's questions, and a request for oral hearings to be held in Washington, D.C. on April 19, 1976.
- March 19, 1976 Claimant requests postponement of the oral hearings.
- March 27-28, 1976 Fifth session of the Tribunal (without the parties being present). The Tribunal invites the Claimant to file replies to further questions from the Tribunal, and orders oral hearings to begin in Washington, D.C. on September 7, 1976.
- July 16, 1976 The Centre receives from the Claimant replies to the Tribunal's questions, and a request for postponement of the oral hearings.
- July 26, 1976 The President grants the request for postponement of the oral hearings. A new date is to be set later.
- August 10, 1976 The Centre receives further replies to the Tribunal's questions from the Claimant.
- September 3, 1976 Oral hearings are set for April 11, 1977, in Washington, D.C.
- Discontinuance of Proceedings
- February 22, 1977 The Centre receives a joint request by the parties to note discontinuance of the proceedings in the following terms:
- "WHEREAS, proceedings were instituted by Alcoa Minerals of Jamaica, Inc. against the Government of Jamaica on the 17th day of June, 1974; and
- WHEREAS, the Tribunal, by its Decision adopted on the 6th day of July, 1975, found that it had jurisdiction and competence over the subject matter of the proceedings; and
- WHEREAS, the parties have agreed on the settlement of the dispute and further to discontinue the proceedings herein.
- NOW, THEREFORE, Alcoa Minerals of Jamaica, Inc. and the Government of Jamaica do hereby request this Honorable Tribunal to take note, in accordance with Arbitration Rule 43(1), of the discontinuance of the proceedings and to have the same entered of record and published."
- February 26-27, 1977 Sixth session of the Tribunal (without the parties being present). The Tribunal issues an order noting the discontinuance of the proceedings pursuant to Arbitration Rule 43(1).

(4) KAISER BAUXITE COMPANY vs GOVERNMENT OF JAMAICA

(Case ARB/74/3)

Procedural Data

The Request

June 17, 1974

A request for the institution of arbitration proceedings against the Government of Jamaica, submitted by Kaiser Bauxite Company, a national of the United States of America, is received at the Centre.

Registration

June 21, 1974 The Secretary-General registers the request.

Constitution of the Tribunal

October 25, 1974 Mr. Elihu Lauterpacht, Q.C. (British), appointed by the Claimant, accepts his appointment as arbitrator.

November 8, 1974 The Government of Jamaica having failed to appoint an arbitrator, the Claimant requests that the Chairman of the Administrative Council, pursuant to Article 38 of the Convention and Arbitration Rule 4, appoint two arbitrators and designate one of these arbitrators to be the President of the Tribunal.

December 13, 1974 Mr. Jørgen Trolle (Danish), appointed by the Chairman of the Administrative Council, accepts his appointment as President of the Tribunal.

December 14, 1974 Mr. Fuad Rouhani (Iranian), appointed by the Chairman of the Administrative Council, accepts his appointment as arbitrator.

February 3, 1975 The Tribunal consents to Mr. Elihu Lauterpacht's resignation.

February 27, 1975 Sir Michael Kerr (British), appointed by the Claimant, accepts his appointment as arbitrator.

Proceedings

April 1, 1975 Preliminary session of the Tribunal (without the parties being present).

April 2-3, 1975 First session of the Tribunal in Washington, D.C. in the presence of the Claimant. The Respondent does not appear. The Tribunal orders the Claimant to file, by May 4, 1974, a memorial as to the jurisdiction of the Tribunal and the competence of the Centre, together with a statement of the nature of the claim and the relief sought; and the Respondent to file a counter-memorial by June 11, 1975.

May 5, 1975 Claimant's memorial is delivered to the Centre.

June 11, 1975 The time-limit for the counter-memorial expires without the Centre having received any documents from the Respondent.

July 5-6, 1975 Second session of the Tribunal (without the parties being present). The Tribunal decides that the Centre has jurisdiction and that the Tribunal is competent. It fixes time-limits for pleadings on the merits: Claimant to file a memorial by October 12, 1975; Respondent to file a counter-memorial by January 19, 1976.

August 6, 1975 At the Claimant's request the President extends the time-limit for filing the memorial from October 12, 1975 to January 12, 1976.

January 2, 1976 At the Claimant's request the President extends the time-limit for filing the memorial from January 12, 1976 to April 12, 1976.

March 29, 1976 At the Claimant's request the President extends the time-limit for filing the memorial from April 12, 1976 to October 12, 1976.

September 16, 1976 At the Claimant's request the President extends the time-limit for filing the memorial from October 12, 1976 to November 1, 1976.

October 12, 1976 At the Claimant's request the President extends the time-limit for filing the memorial from November 1, 1976 to February 12, 1977.

Discontinuance of Proceedings

February 10, 1977 The Claimant notifies the Tribunal that on February 2, 1977 it has concluded an agreement with Jamaica which provides a basis for final settlement of the dispute between the parties, and requests discontinuance of the proceedings.

24 novembre 1976

18 février 1977

M. Hans Spitznagel (suisse), nommé par le défendeur, accepte sa nomination d'arbitre.

M. Pierre Tercier (suisse), nommé par les deux parties, accepte sa nomination de Président du Tribunal.

La procédure

(Au 30 juin 1977 aucune des parties n'avait accompli un acte de la procédure. Le Centre a été informé qu'un accord a été conclu entre les parties mais n'a pas encore reçu une requête pour mettre fin à l'instance).

Etats financiers

Exprimés en dollars des Etats-Unis

EXERCICE SE TERMINANT LE 30 JUIN 1977

Dépenses pour le compte du Centre par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement:	
Rémunération du personnel	\$ 51.900
Services contractuels et voyages	109.959
Impression	20.760
	<u>\$182.619</u>
Moins: Remboursements par le Centre provenant de vente de publications et droits d'enregistrement	(1.209)
	<u>\$181.410</u>
Contribution de services au Centre par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement	(181.410)
	<u>—</u>
Acomptes versés au Centre par les parties aux procédures d'arbitrage et par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement	\$121.142
Déboursements par le Centre pour honoraires et dépenses pour les procédures d'arbitrage	(85.322)
Excès de recettes sur déboursements	\$ 35.820
Solde du fonds, début d'année	34.696
Solde du fonds, fin d'année	<u>\$ 70.516</u>
Solde du fonds représenté par des acomptes en espèces de:	
Parties à des procédures d'arbitrage	\$ 68.521
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement	1.995
	<u>\$ 70.516</u>

Note

Le Mémorandum sur les arrangements administratifs conclus entre le Centre et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (la Banque), qui est entré en vigueur à partir du 14 octobre 1966, stipule, *inter alia*, que, sauf dans la mesure où le Centre peut s'être fait rembourser par les parties à une procédure les honoraires et frais des membres des Commissions de conciliation, des Tribunaux arbitraux ou des Comités d'arbitres, la Banque fournira gratuitement les services, locaux et matériels suivants:

- (1) les services de membres du personnel et de consultants;
- (2) d'autres services administratifs, locaux et matériels, tels que voyages, communications, bureaux, meubles, équipement, fournitures et impression.

Les dépenses déclarées pour le compte du Centre représentent la valeur des services fournis par la Banque et ne comprennent que les montants identifiés par la Banque comme se rapportant directement au Centre et, par conséquent, ne comprennent aucuns frais indirects ou généraux de la Banque.

La Banque n'a pas fait de contribution en espèces directement au Centre. La contribution de \$181.410 est égale à la valeur des services fournis par la Banque au profit du Centre, moins des remboursements par le Centre provenant de la vente de publications et des droits d'enregistrement.

Les dépenses qui auront été engagées par le Centre en rapport direct avec des procédures d'arbitrage seront à la charge des parties conformément au Règlement administratif et financier. En vertu de ce Règlement, la Secrétaire Général invite les parties à effectuer des acomptes périodiquement afin de couvrir ces dépenses. Au 30 juin 1977 des acomptes se rapportant à cinq procédures d'arbitrage servant à couvrir les dépenses du Centre avaient été déposés auprès du Centre, y compris une somme d'à peu près \$2.400 se rapportant à deux procédures ayant pris fin durant l'année fiscale et qui sera remboursée aux parties. Il y avait en plus une procédure d'arbitrage pour laquelle des acomptes n'avaient pas été déposés auprès du Centre.

Les états ci-joints des recettes et dépenses du Centre International pour le Règlement des Différends Relatifs aux Investissements sont une traduction française de la version anglaise. Les états financiers, en leur version anglaise, ont été examinés par les comptables indépendants du Centre, Price Waterhouse & Co. Leurs conclusions sur les états financiers figurent dans la version anglaise du rapport annuel.

Bibliographie juridique relative au Centre

En plus de celles mentionnées dans les dix premiers rapports annuels, le Secrétariat a eu connaissance des publications suivantes concernant le Centre:

Amerasinghe, C. F.
"The International Centre for Settlement of Investment Disputes and Development Through the Multinational Corporation"
9 Vanderbilt Journal of Transnational Law, No. 4 (Fall 1976)

Amerasinghe, C. F.
"Dispute Settlement Machinery in Relations Between States and Multinational Enterprises — With Particular Reference to the International Centre for Settlement of Investment Disputes"
The International Lawyer, Vol. 11, No. 1, pp. 45-59 (Winter 1977)

Baker, James C. and Ryans, John K.
"The International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID)"
Journal of World Trade Law, Vol. 10, No. 1, pp. 65-79 (Jan./Feb. 1976)

Publications du CIRDI

- CIRDI/1 Règlements provisoires
(remplacé par CIRDI/4/Rev.1)
- CIRDI/2 Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats
(anglais, espagnol, français)
- CIRDI/3/Rev.22 Liste des Etats contractants et autres signataires de la Convention
(anglais, français)
- CIRDI/4/Rev.1 Règlements
(anglais, français)
- CIRDI/5 Clauses modèles de consentement à la compétence du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
(anglais, français)
- CIRDI/6 Clauses modèles concernant la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements destinées aux traités bilatéraux d'investissement
(anglais, français)
- CIRDI/7/Rev.2 Publications du CIRDI
(anglais, français)
- CIRDI/8/Rev.5 Liste des Etats contractants et des mesures qu'ils ont prises en vertu de la Convention
(anglais, français)
- CIRDI/9/Rev.4 Dispositions relatives au CIRDI dans les accords internationaux et les lois nationales relatives aux investissements
(anglais, français)
- CIRDI/10 Liste de conciliateurs et d'arbitres
(anglais, français)







ICIDI

SIEGE:

1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433, U.S.A.

Téléphone: (202) 477-2087
Adresse Télégraphique: ICSID